Seine-Saint-Denis habitat la cgt 93

Bobigny, le 30 juin 2023

Meurtre de Nahel, émeutes urbaines, destruction d'équipements publics : les responsables sont au gouvernement !

Avant tout, nous adressons nos condoléances à la famille et aux proches de Nahel, tué par le tir à bout portant d'un policier. Oui il s'agit d'un drame et il ne doit être ni minimisé, ni banalisé. Il s'agit d'une expression particulièrement violente d'une situation sociale et d'une violence d'Etat qui ne cesse de s'aggraver depuis des années.

Depuis mercredi, nous voyons une explosion de colère dans nos quartiers. Des bâtiments administratifs sont en feu, des équipements détruits, des véhicules et des poubelles incendiés…

Nous comprenons cette colère et cette révolte, qui viennent de loin, même si la destruction d'équipements publics ne résout rien.

Nous le constatons quotidiennement dans nos quartiers : les situations de replis, d'isolement, l'éloignement des usagers ne cessent de s'amplifier.

Après la révolte de 2005, rien n'a changé pour les jeunes, pour les gens. L'arrivée des transports publics, la rénovation urbaine étaient des nécessités, mais les conditions sociales d'existence n'ont cessé de s'aggraver.

Nous le constatons, l'attitude de certains membres des forces de l'ordre n'est pas toujours de nature à apaiser les relations avec les jeunes. Bien au contraire, le fossé ne cesse de se creuser.

Le gouvernement de son côté n'a fait que renforcer la répression dans les zones dites sensibles au détriment de la prévention, de la formation professionnelle, de l'accès aux soins, de l'accès aux équipements publics…

La situation actuelle est le produit direct de cette dérive sécuritaire de l'Etat, du tout répressif, de la stigmatisation d'une partie de la jeunesse. Cela conduit à un sentiment d'impunité de certains éléments des forces de l'ordre et ne fait que renforcer l'audience nauséabonde de l'extrême droite.

Nous en avons assez de panser les plaies causées par les politiques libérales et antisociales des gouvernements successifs !

Dans l'immédiat, la justice doit s'exprimer, sans équivoque et des mesures d'urgence doivent être prises pour qu'un tel drame ne se reproduise plus.

En ce qui concerne Seine-Saint-Denis habitat, les conditions de travail de nombreux gardiens et employés d'immeubles sont rendues impossibles en raison de la masse des containers brûlés.

La CGT demande un recensement immédiat des détériorations et la mise en place d'une commande d'urgence pour les remplacer.

Nous demandons que les problèmes de transports liés à la fermeture des dépôts de bus soient pris en compte par les encadrants.

Nous apportons notre soutien aux collègues de terrain confrontés aux conséquences de cette révolte de la jeunesse.

Bien entendu, nous appelons à ce que les missions des agents de terrain soient adaptées à la situation et que la priorité soit donnée à la protection des personnels.